

Au secours de la matu

Par Tasha Rumley
Hebdo , 16 avril 2009

Les bacheliers n'ont pas les mêmes cartes en main pour réussir en haute école. Enquête sur ce qu'il faut changer au secondaire II pour établir l'égalité des chances.

Un seul nom: certificat de maturité fédérale. Un diplôme censé attester de connaissances équivalentes, qu'il soit délivré par le Collège de Saint-Maurice (VS), le Gymnase de Beaulieu (VD) ou le Lycée de Porrentruy (JU). Une uniformité à laquelle les professeurs ne croient pas. Dans les vagues de bacheliers qui déferlent en première année de haute école, le niveau des branches de base - maths et français – fluctue de manière alarmante. «Il y a des disparités entre les cantons: c'est évident que les Valaisans, qui ont un gymnase plus long, sont privilégiés», constate Jacques Thévenaz, directeur de la section de mathématiques à l'EPFL. Côté expression écrite, les scientifiques butent sur les accords des verbes, la concordance des temps et même les pluriels.



Le niveau n'est pas forcément meilleur en sciences humaines. A l'Université de Neuchâtel, le professeur d'histoire de l'art Pascal Griener ne mise que sur les cantons dits classiques, comme le Jura et le Tessin. «Ces étudiants font un effort extraordinaire sur la langue, je choisis toujours mes assistants parmi eux. Alors qu'à Neuchâtel, le niveau est abominable! Il a été endommagé par les techniques de pédagogie actuelle.»

Classé top-secret

Ces discours hantent les couloirs des hautes écoles depuis la nuit des temps. Mais aujourd'hui, les écarts sont mesurables. Du moins, le seraient. Au début de l'année, l'EPFZ a publié les résultats des bacheliers à l'examen propédeutique, qui permet de classer les gymnases de Zurich entre eux.

La plupart des hautes écoles tiennent des statistiques de ce type, qu'elles transmettent aux départements de l'instruction publique et aux directeurs de gymnase. Souvent, les cantons qui hébergent une université nouent une collaboration plus étroite, afin de colmater les brèches de l'enseignement gymnasial. «L'EPFL nous a reproché le niveau des Vaudois en sciences, qui était moins bon que celui des autres vers 2003-2004», raconte Séverin Bez, directeur général de l'enseignement postobligatoire. Le département vaudois a donc ajouté deux périodes de sciences et une de maths au cursus des gymnasiens, qui ont rattrapé la moyenne nationale.

Le Jura travaille également avec l'EPFL, où ses ressortissants connaissent un taux de succès élevé. C'est que la décision d'aller étudier à Lausanne change la vie d'un Jurassien, comme l'explique Olivier Tschopp, chef de service au canton. Seuls les meilleurs et les plus motivés feront le choix de se muer en pendulaires ou de déménager.

En Suisse romande, toutes les statistiques de réussite restent confidentielles. La crainte de stigmatiser les gymnases qui mènent au plus fort taux d'échec prime sur la transparence. D'ailleurs, ces données ne sont pas (encore?) centralisées par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Impossible, donc, de dresser un ranking national des gymnases.

Trois ans: insuffisant

Ce manque d'informations a été partiellement comblé à la fin de 2008. L'étude EVAMAR II, mandatée par la CDIP et la Confédération, a donné ses résultats, analysant pour la première fois au plan national la transition entre gymnases et hautes écoles. Si elle constate que le niveau des bacheliers est globalement «satisfaisant», elle confirme les différences cantonales: les élèves obtiennent les moins bons résultats là où le secondaire II ne dure que trois ans (VD, NE, JU, BE) et où le taux de maturité est élevé, c'est-à-dire où plus de 20% des écoliers font le gymnase (FR, JU, NE, VD). Comme de raison, une sélection laxiste à l'entrée du secondaire II fait grimper les échecs à l'université.

Les disparités entre les 3800 bacheliers testés sont également à chercher dans les différentes écoles, les classes et même l'option spécifique choisie. «Celle-ci préconditionne les élèves plus que ce qu'on attendait», constate Aldo Dalla Piazza, vice-président de la CDGS (Conférence des directeurs de gymnase). En effet, les participants aux cours de mathématiques renforcées obtiennent les meilleures notes partout, y compris en langue première, alors qu'on pouvait attendre des prouesses des étudiants en anglais ou en philo-pédago-psycho. Les élèves de musique et arts visuels arrivent en queue de peloton.

Si EVAMAR II a le mérite d'évaluer le gymnase pour la première fois, elle biaise les résultats. Seules trois branches ont été testées: langue première, maths et biologie. «Cela aurait coûté trop cher d'étudier plus de disciplines, se souvient Aldo Dalla Piazza. Au début, nous voulions tester l'anglais. Mais la Confédération et la CDIP ont imposé une branche scientifique, sous la pression des milieux économiques, qui veulent qu'on forme plus d'ingénieurs. Nous avons alors opté pour la biologie: elle permet de mesurer des compétences différentes de celles montrées en mathématiques.» Ainsi, l'étude sous-évalue les littéraires.

Réforme à l'horizon

Au-delà de ses biais, EVAMAR II met en évidence des disparités inadmissibles dans la formation. Dix ans après la refonte de la maturité, qui a remplacé les sections (latine, économique, scientifique...) par les options (maths, biologie-chimie, italien, droit-économie...), une nouvelle réforme s'impose.

Les enseignants – en premier lieu la Plateforme gymnase, groupe qui a étudié EVAMAR – posent pour premier objectif d'harmoniser à la hausse la durée d'études. Théoriquement, le secondaire II doit s'effectuer en quatre ans, mais certains cantons incluent la dernière année d'école obligatoire afin de n'en proposer que trois. «C'est une supercherie!, s'emporte David Wintgens, vice-président de la SSPES (Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire). Nous, les profs de gymnase, n'avons aucun contrôle sur ce qui se passe en 9e année; il n'y a pas d'unité d'enseignement ni de cohérence des programmes. En plus, certains cantons ont mélangé les filières: l'effet pré-gymnasial est encore amoindri.»

Sur le plan pédagogique, une restriction des options à choix se profile, souhaitée tant par les enseignants que les cantons. Alors que la réforme de 1995 avait offert d'innombrables domaines d'études, dans lesquels l'attention des élèves semble s'être éparpillée, le futur

DIAGNOSTIC

L'étude EVAMAR II (Acronyme pour évaluation de la réforme de la maturité) permet de dresser les facteurs qui préconditionnent la réussite en haute école.

Durée d'études: Les cantons qui ne proposent que trois ans de secondaire II (VD, NE, JU, BE) produisent des étudiants moins bien préparés.

Sélection pour entrer au gymnase: Les cantons où plus de 20% des écoliers vont au gymnase (VD, NE, JU, FR) seraient trop laxistes à la sélection, puisque leurs étudiants ont plus de chances d'échouer par la suite.

Choix des options: Les étudiants qui ont choisi «maths renforcées» en option spécifique réussissent mieux dans toutes les branches testées. Musique, arts visuels et philo-psycho-pédago arrivent en dernier.

système devrait être plus directif. «Je ne veux pas que la culture générale fasse les frais des options», explique la conseillère d'Etat fribourgeoise Isabelle Chassot. Faudra-t-il supprimer des branches? «J'ai peu d'espoir que cela se fasse, déplore Aldo Dalla Piazza. Derrière chaque discipline œuvre un lobby, qui luttera pour la maintenir.» Pour les ménager, Isabelle Chassot propose de réduire la liberté des élèves en pilotant leur choix: tu veux une option spécifique dans tel domaine, alors tu prends une option complémentaire dans tel autre.

D'autres points pourraient s'insérer à la réforme, comme la fin de la compensation entre les branches (un 3 en maths équilibré avec un 6 en français) et l'instauration d'épreuves communes ou de standards, qui harmoniseraient les plans d'études. Moins consensuels, ces aspects-là pourraient être abandonnés en cours de route.

Plus de résistances que pour HarmoS

Le gymnase de demain? Une matu en quatre ans, avec une cohérence imposée entre les options et des épreuves communes entre établissements, voire entre cantons. Mais la réforme devra d'abord enjamber une série d'obstacles.

En premier lieu, le coût d'une année supplémentaire, qui se heurtera à une levée de boucliers. Aldo Dalla Piazza craint que «les grands cantons, comme Vaud, ne s'y opposent fermement. La CDIP ne se risquera pas à entrer dans ce conflit.» Reste à voir comment Isabelle Chassot arbitrera cela: à titre personnel, la présidente de la CDIP plaide pour les quatre ans de gymnase, mais connaît le sacrifice financier d'une année supplémentaire, elle qui en a ajouté une d'enfantine à Fribourg.

La sacrosainte indépendance des gymnases constituera le deuxième frein. «Vous avez vu les résistances face à HarmoS?, demande Martin Leuenberger, responsable de l'enseignement secondaire à la CDIP. Une harmonisation du gymnase se ferait dans la même atmosphère. Ce sera difficile d'imposer des contraintes aux établissements gymnasiens, bien plus indépendants que l'école obligatoire.»

Finalement, c'est la prudence toute helvétique qui pourrait engluer la réforme. En 2007, une révision partielle légère a été mise en place, qui se concentre sur le comptage des notes (histoire et géographie, travail de maturité). Si son impact pourrait être perceptible sur les bulletins des élèves, elle ne touche ni à la qualité, ni à la structure de l'enseignement.

Pourtant, bien des voix appellent à attendre ses résultats avant d'entreprendre un nouveau chantier. Pendant ce temps, les bacheliers entrent à l'uni, volée après volée, et paient leur origine cantonale au premier examen.

ZURICH PIONNIER

Profs de gymnase et d'uni réunis

Des écarts entre la préparation des gymnases et les exigences des hautes écoles? Alors parlons-en. Evident, ce constat est pourtant une grande première en Suisse. Seul le canton de Zurich l'a appliqué en 2008, en mettant sur pied la plateforme HSGYM (Hochschule-Gymnasium). Vingt-cinq groupes de travail ont été créés, un par discipline. Constitué de deux profs du secondaire II et de deux de l'université ou de l'EPFZ, chacun a eu pour mission de faire le bilan de sa branche. En dépouillant les études parues et en interrogeant les élèves et les collègues. Partie des gymnases eux-mêmes, cette initiative a impliqué les vingt et un établissements de Zurich.

Au final, chaque groupe a dressé des recommandations: spécialiser les élèves plus tôt dans les sciences naturelles et étudier des textes scientifiques, les habituer à lire des textes longs et difficiles en langue première, etc. «Il faut une multitude de petits pas pour avancer d'un grand», dit Christoph Wittmer, directeur du gymnase d'Enge et initiateur du projet. Au-delà des connaissances spécifiques, les compétences dites transversales ont été pointées,

comme l'autonomie et la pensée critique.

Ces recommandations ont été discutées dans les gymnases au sein de conférences de branche, auxquelles étaient conviés tous les enseignants. D'ailleurs, les professeurs de hautes écoles ont également pu prendre de la graine de cette expérience. «Nous avons beaucoup d'Allemands et d'Américains qui ne connaissent rien au système suisse, explique Christoph Wittmer. En travaillant avec les gymnases, ils les ont compris et se sentent plus liés à eux.»

Aujourd'hui, les groupes de travail continuent de se rencontrer et de mettre sur pied des actions ciblées. Ailleurs en Suisse, Berne, Thurgovie, Bâle-Campagne, Soleure et Zoug ont demandé les résultats de HSGYM. Vaud et Genève ont également montré leur intérêt en soulevant la possibilité de mener une expérience similaire. Mais sans conviction.

Secondaire supérieur : Le maillon faible du système de formation en Suisse

Si les niveaux d'école étaient une fratrie, le gymnase serait l'enfant effacé du milieu. Moins prometteur que les hautes écoles, réceptacle des espoirs des milieux économiques, et moins délicat que l'enseignement obligatoire, couvé par les politiques. Aujourd'hui le gymnase se retrouve, en plus, coincé entre deux nouveaux systèmes – HarmoS à l'école obligatoire (dès 2015) et Bologne au tertiaire. Sa réforme – certainement partielle mais profonde – urge, mais n'est pas pressentie avant 2020. «Aujourd'hui, les cantons sont trop préoccupés par HarmoS pour la prendre en main, affirme David Wintgens, de la Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire (SSPES). Le secondaire II, c'est le parent pauvre de l'instruction!» Pauvre, dans tous les sens du terme. Depuis 1990, ce cycle a perdu 20% de ses subventions, quand tous les autres niveaux ont bénéficié de revenus croissants (voir infographie). Pour parvenir à ces coupes, les profs ont assisté au remplissage maximal de leurs classes, et certains cantons comme Neuchâtel sont allés jusqu'à réduire la durée d'études de quatre à trois ans.

Pour avancer, la réforme aura besoin d'une locomotive. Or, ce qu'il manque au gymnase aujourd'hui, c'est un lobby pour s'imposer dans le paysage de l'enseignement. La Commission suisse de maturité (CSM) dispose de trop peu de moyens pour influencer les décisions prises par le Département fédéral de l'intérieur ou la CDIP (Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique). Ceux-ci pourraient être augmentés. Ou la CDIP pourrait créer un organe spécifique, ce qui s'annonce plus probable. Le risque? Que dans la tête des dirigeants cantonaux, les soucis financiers priment sur la ligne éducative, ce que craint la SSPES. Peut-être faudra-t-il se contenter de ce premier pas vers la revalorisation de l'enfant délaissé.

Mot-clés : Gymnases, Maturité, égalités des chances, Hautes écoles,